

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson, Présidente, HRWG

Commentaires.

Selon l'historien grec Diodore de Sicile (qui a vécu au 1^{er} siècle. Av. JC.), la fontaine Acadine en Sicile avait des propriétés magiques. Les écrits y étaient jetés pour être testés : s'ils s'avéraient sincères et authentiques, ils flottaient ; s'ils étaient faux, ils coulaient. Pendant plus de 2000 ans, les gens ont essayé de savoir à quels écrits se fier.

La question de la fiabilité des records était à l'ordre du jour dans de nombreux points en février. Peut-être le plus frappant était l'histoire selon laquelle la CIA insère quelques fois des faux documents dans ses dossiers pour tromper ses propres employés. Une fausse déclaration selon laquelle 2 enfants ont été abandonnés et par conséquent sont devenus éligibles pour une adoption internationale est au cœur d'un cas actuellement soutenu à la Cour Interaméricaine des droits de l'homme.

Ensuite il y eut des histoires de fausses statistiques ou de statistiques erronées. Apparemment Takata corporation a reporté des faux résultats de test sur ses airbags d'auto. Un bureau de la police de New York conteste la pression du département de police d'arrêter les gens pour des délits mineurs pour garder les statistiques à un bon niveau et pour "éviter de baisser le taux d'arrestation".

<http://www.nytimes.com/2016/02/21/magazine/a-black-police-officers-fight-against-the-nypd.html>

La Colombie est en train de faire face à une série de scandales "faux positifs" qui ont éclaté en 2008 quand le grand public a appris que les membres de la police militaire ont tué des pauvres et des civils handicapés mentaux, les ont revêtus d'habits de la guérilla, et ont présenté leurs corps comme étant des corps tués dans une bataille afin d'augmenter les comptes de personnes tuées, afin de donner l'impression que les militaires étaient en train de gagner la guerre, et peut-être pour recevoir des récompenses personnelles. Les statistiques de décompte des morts tirées des archives militaires colombiennes étaient fausses.

<http://colombiareports.com/false-positives/>.

Une autre question sur la fiabilité survient quand une personne conteste qu'un record à son sujet est mal interprété par le public. Ali Bongo, le président du Gabon, conteste l'exactitude de son certificat de naissance. Lech Walesa insiste que le film récemment sorti sur lui ne prouve pas qu'il a collaboré avec la police secrète du régime communiste en Pologne. Et ainsi de suite.

Les archivistes fournissent systématiquement des copies certifiées conformes de leurs fonds d'archives. Ils insistent toujours soigneusement auprès du requérant qu'une copie certifiée ne signifie pas que l'information soit vraie. Etant de plus en plus dans une ère où la manipulation électronique des documents est aisée, insister qu'une copie certifiée est juste cela - la vérité est la copie, non l'information - ce sera plus difficile mais plus important à réaffirmer, en particulier quand le document peut être utilisé dans le contexte des droits de l'homme. Malheureusement, nous n'avons pas de fontaine magique dans les archives.

Nouvelles internationales.

Commission Interaméricaine des droits de l'homme. La Commission a soumis à la Cour Interaméricaine des droits de l'homme un cas relatif à l'adoption de deux enfants du Guatemala. Les enfants, âgés de deux et sept ans, ont été retirés de leur maison après le dépôt d'une plainte anonyme auprès des officiels, ont été

placés dans une institution, et déclarés abandonnés, ce qui les rend éligibles pour une adoption internationale. La Commission a statué que la première visite à la maison “au sujet de la déclaration d’abandon ... beaucoup d’irrégularités étaient apparues, ainsi que l’absence de preuves.” La Commission a déclaré que ce cas sera le premier cas où la cour statuera sur “les obligations nationales résultant de la Convention Américaine dans les cas d’adoption internationale.”

http://www.oas.org/en/iachr/media_center/PReleases/2016/017.asp

Cour criminelle internationale. Les juges d’appel à la cour criminelle internationale ont rejeté les preuves que la défense avait utilisé contre le vice-président du Kenya, William Ruto, et son co-accusé. La chambre inférieure avait permis au procureur d’utiliser “des déclarations écrites ou des transcriptions de déclarations désavouées par 4 témoins quand ils ont été appelés à la barre” parce que le tribunal de première instance a trouvé que les “témoins ont été influencés pour se rétracter”, a rapporté *Human Rights Watch*. Les juges de la cour d’appel ont dit que l’utilisation de déclarations précédentes “était incompatible avec les droits d’un procès équitable.” <https://www.hrw.org/news/2016/02/17/threat-justice-ruto-decision-cautionary-tale-icc-independence>

A la fin du mois de janvier, lors du second jour du procès de l’ancien président de Côte d’Ivoire Laurent Gbagbo et son co-accusé, l’accusation a montré 2 vidéos “prétendant montrer les forces de Gbagbo tirer sur les membres de l’opposition, notamment lors d’une marche vers une chaîne de télévision pro-Gbagbo en décembre 2010 quand 45 personnes ont été tuées et 16 femmes et jeunes filles violées,” a rapporté l’AFP. Les sources de la vidéo n’ont pas été mentionnées. <https://www.hrw.org/news/2016/02/17/threat-justice-ruto-decision-cautionary-tale-icc-independence>

Comité International de la Croix-Rouge/UNESCO. Les deux organisations internationales ont signé un accord de partenariat pour entreprendre des projets conjoints afin “de favoriser la protection des biens culturels dans l’éventualité d’un conflit armé.” La directrice générale de l’UNESCO a déclaré que l’accord “fournit des opportunités d’améliorer la capacité de l’UNESCO dans la collecte d’information sur le terrain dans des zones difficiles d’accès.” <http://whc.unesco.org/en/news/1454>

OTAN. L’OTAN a annoncé que ses “ses avions de surveillance aideraient à collecter des informations au sujet des migrants à la frontière syro-turque,” a rapporté *l’euobserver*, et “partagera les données de surveillance de la mer Egée avec l’agence de contrôle des frontières, Frontex, et avec les institutions européennes en général.” <https://euobserver.com/justice/132231>

Nations Unies. Un rapport confidentiel adressé au Conseil de Sécurité obtenu par *Reuters*, affirme que le Rwanda “recrute et forme des réfugiés du Burundi dans le but d’évincer le président burundais actuel Pierre Nkurunziza.” Les membres du groupe d’experts qui ont rédigé le rapport surveillent les sanctions infligées au Congo et ils ont découvert que les combattants burundais entraînés par le Rwanda avaient franchi la frontière et pénétré au Congo. Le rapport indique, “les combattants burundais ont montré de fausses cartes d’identité congolaises qui ont été fabriquées pour eux au Rwanda, afin d’éviter toute suspicion une fois au Congo.” <http://www.reuters.com/article/us-burundi-rwanda-un-idUSKCN0VD04K>

Le Conseil des droits de l’homme a publié un rapport sur les morts en détention en Syrie. Examinant les décès de détenus “dans les centres de détention officiels” entre le 10 mars 2011 et le 30 novembre 2015, le rapport conclut que toutes les parties ont mené et utilisé la violence de façon systématique et à grande échelle.” Le rapport est fondé sur “621 interviews, ainsi qu’un nombre considérable de documents.” http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoISyria/A-HRC-31-CRPI_en.pdf

L’Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR). UNHCR a déclaré que bien que “plus de 20 000 personnes en Afrique de l’Ouest avaient obtenu des documents d’identité l’année dernière”, selon une estimation plus de 1 million sont considérés comme apatrides, a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. UNHCR a déclaré que “beaucoup d’Africains de l’Ouest sont laissés apatrides par les lois empêchant les femmes de transmettre la nationalité à leurs enfants et par le manque d’enregistrement des naissances”, ce

qui signifie qu'ils n'ont pas accès aux droits les plus basiques tels la possibilité de travailler légalement ou d'obtenir des soins de santé. <http://news.trust.org/item/20160225132737-yc7g3/>

UNICEF. L'UNICEF a publié des statistiques montrant qu' "au moins 200 millions de filles et de femmes ont subi des mutilations génitales aujourd'hui," la plupart avant l'âge de 5 ans. Le chiffre global est supérieur de 70 millions au chiffre de 2014 "du fait de la croissance de la population dans certains pays et des données nationales représentatives collectées par le gouvernement d'Indonésie." Seulement 30 pays "possèdent des données nationales représentatives sur ce sujet", a prévenu UNICEF, ajoutant que, "Lorsque les gouvernements collectent et publient les statistiques nationales sur la mutilation génitale féminine, ils sont mieux placés pour comprendre l'étendue du problème et accélérer les efforts pour protéger les droits de millions de filles et de femmes." La fin de ces pratiques fait partie des objectifs de l'ONU du millénaire pour le développement. http://www.unicef.org/media/media_90033.html

Organisation Mondiale de la Santé. L'OMS et l'ONG internationale Sightsavers ont publié les résultats de leur projet global de localisation du trachome. "Plus de 550 équipes d'employés du ministère de la santé qui ont travaillé dans les pays étaient formés pour localiser l'infection et utilisé des Smartphones avec des systèmes GPS pour enregistrer les données", eau et niveau sanitaire inclus. "L'application utilisée pour l'étude sur le trachome est en train d'être testée pour collecter et rassembler des informations au sujet d'autres infections sur la liste de l'OMS," a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Les coordinateurs ont dit de façon optimiste que "le trachome, une infection extrêmement douloureuse qui peut rendre aveugle, pourrait être éliminé d'ici 2020." Un des responsables du projet a commenté, "Nous savons sa localisation, nous savons son importance, donc nous savons quoi faire," sûrement une confirmation du pouvoir de la documentation. <http://news.trust.org/item/20160210000331-6s0d7/>

Cependant, malheureusement, un panel de l'ONU a audité l'OMS et a dit que "l'OMS a un besoin urgent de réforme afin de relancer sa capacité de réponse aux crises, et un échec coûterait maintenant la vie de milliers de personnes," a rapporté *Reuters*. Le panel a recommandé un nouveau Centre de Secours et de service d'Urgences et a dit que tous les pays doivent "se plier aux réglementations sanitaires internationales, qui édictent les règles sur la façon et le moment opportune de reporter le début des épidémies." <http://news.trust.org/item/20160208164212-u2f9r/>

Nouvelles internationales.

Records du monde des entreprises. Le comité de la Science, du commerce et des transports du sénat américain a publié un rapport contraire à l'avis de la majorité du comité, sur les airbags défectueux fabriqués par Takata qui ont causé la mort d'au moins 10 personnes et blessé plus de 100 personnes dans le monde. "De nombreux documents internes et des courriels font référence à la manipulation des résultats des testeurs par les employés de Takata. Lors d'une réunion avec le comité du personnel, les représentants de Takata ont affirmé que la manipulation la plus sérieuse de données avait eu lieu en 2000 ; cependant, les courriels et les documents revus par le Comité démontrent que ces problèmes d'intégrité de données ont continué bien des années après le début du rappel des airbags, quand la cause des décès était liée à la rupture des airbags. Les représentants de Takata ont affirmé qu'il n'y avait pas de lien entre les exemples de manipulation des données et les défauts qui ont été à l'origine des rappels. ." <http://www.commerce.senate.gov/public/cache/files/04c489c1-36e8-4037-b60b-c50285f3e436/5D6F21C6E25F0702634A24422FA92CEC.2-23-16-final-takata-addendum-and-exhibits.pdf>

Dans le domaine de l'industrie automobile aussi, les memos internes et les courriels de Volkswagen obtenus par le journal *Bild am Sonntag* et revus par le *New York Times* "suggèrent que les dirigeants de la société ont poursuivi une stratégie de retard et d'obstruction avec les régulateurs des États-Unis après avoir été confrontés en 2014 avec les preuves que les moteurs diesel émettaient plus de polluants qu'autorisés. "

Quelques véhicules VW “ont produit et émis plus de 3,5 fois le niveau d’oxyde de nitrogène autorisé, qui étaient liés à la mort prématurée et aux maladies pulmonaires.” http://www.nytimes.com/2016/02/19/business/volkswagen-memos-suggest-emissions-problem-was-known-earlier.html?_r=0

Les décès des réfugiés. Sur l’île de Lesbos, les réfugiés et migrants qui se sont noyés en traversant la mer Egée en essayant d’atteindre l’Europe ont été enterrés. Le coroner “a photographié et prélevé l’ADN de plus de 200 victimes qui se sont noyées au large de Lesbos et de l’île de Samos, archives au cas où des parents les chercheraient, a rapporté Reuters. L’Organisation Internationale pour les Migrations a déclaré qu’en 2015 “plus de 3 700 personnes se sont noyées ou ont disparu,” mais le chiffre actuel est sûrement plus élevé.” <http://news.trust.org/item/20160214120411-6jm7l/>

Nouvelles Bilatérales et multilatérales.

Bangladesh/Myanmar. Le Bureau des statistiques du Bangladesh a commencé à étudier le nombre de réfugiés musulmans Rohingya originaires du Myanmar et vivant au Bangladesh. “Environ 33 000 Rohingya ont été répertoriés dans deux camps officiels,” a rapporté UCAN, mais “de 300 000 à 500 000 ne sont pas compatibles et répertoriés.” L’étude sera suivie par a recensement et “l’information recueillie sera utilisée pour créer une base de données communautaire.” Beaucoup de ces réfugiés n’ont “ni papiers ni espoir de trouver un travail.” http://www.eurasiareview.com/17022016-bangladesh-begins-survey-of-undocumented-rohingya-muslims/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Belgique/France. Le procureur fédéral de Belgique a confirmé que “la surveillance vidéo d’un haut responsable belge en charge du nucléaire” a été saisie par la police au domicile de l’un des hommes arrêtés comme suspects dans les attaques du 13 novembre de Paris, a rapporté le *New York Times*. “Le but de ce film retrouvé” n’était pas clair mais “aurait pu faire partie d’un complot pour enlever” le haut responsable. http://www.nytimes.com/2016/02/19/world/europe/belgium-nuclear-official-video-paris-attacks.html?_r=0

Bosnie/États-Unis. Un homme bosnien est venu aux États-Unis comme réfugié et n’a pas dévoilé son passé criminel a été déporté pour “avoir omis de présenter et déclarer d’importants éléments matériels” dans son dossier d’immigration, a rapporté *Associated Press*. <http://www.startribune.com/man-faces-jail-time-for-concealing-bosnian-war-past/368424241/>

Cuba/République dominicaine/ États-Unis. En 1975, le président Gerald Ford a établi la commission sur les activités du CIA aux États-Unis. Maintenant 86 pages du rapport final de la commission détaillant les complots d’assassinat contre Fidel Castro et Rafael Trujillo de la République dominicaine ont été publiés suite à la requête “Freedom of Information” lancée par l’ONG National Security Archive. <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB543-Ford-White-House-Altered-Rockefeller-Commission-Report/>

Égypte/Finlande/Allemagne/Italie. Privacy International a publié un rapport sur le département de recherche technique (TRD) du gouvernement égyptien. Utilisant “la documentation originale fournie en toute confiance”, le rapport montre l’ambition très marquée du TRD d’acheter des technologies de surveillance” aux sociétés occidentales incluant Nokia, Siemens Networks et Hacking Team, qui ont “leu ont vendu des technologies sophistiquées de surveillance, même lorsque l’Égypte était, et est toujours, en proie à un violent conflit.” https://privacyinternational.org/sites/default/files/egypt_reportEnglish.pdf

France/Polynésie française. Entre 1966 et 1996, la France a mené des tests nucléaires en Polynésie française. En 2010, la France a voté une loi autorisant le paiement de compensations aux vétérans militaires et aux civils “dont le cancer pourrait être attribué au programme de test” a rapporté *AFP*, mais seulement “environ 20 personnes ont reçu une compensation” bien que plus de 1000 personnes ont soumis leurs demandes. Lors d’une visite à Papeete, la capitale, le président François Hollande, a déclaré, “le processus de compensation pour les victimes des tests nucléaires sera revu.” <http://www.afp.com/en/news/hollande-acknowledges-impact-nuclear-testing-pacific>

France/Gabon. Pour être président du Gabon, la personne doit être née au Gabon. Des plaintes ont été formulées par les journalistes et opposants au président actuel, Ali Bongo, candidat à sa réélection, selon lesquelles il est né au Congo ou au Nigeria. La demi-sœur du président a obtenu une copie du certificat de naissance d'Ali Bongo des archives de l'Afrique française équatoriale conservées à Nantes, France, qui établit qu'il est né en 1959 à Brazzaville, Congo. L'avocat du président conteste la validité du document. <http://www.rfi.fr/afrique/20160229-gabon-acte-naissance-ali-bongo-plainte-nantes-onaida-succession-omar>

État Islamique. Des chercheurs de l'Académie militaire américaine et de l'Université de l'État de Géorgie ont publié un rapport sur l'utilisation des enfants comme kamikazes. Ils ont enregistré des exemples de jeunes gens (des jeunes enfants et des jeunes) qui étaient présentés dans le rapport sur l'État Islamique comme "des martyrs du 1er janvier 2015 au 31 janvier 2016," téléchargeant des photographies "issues des propagandistes sur twitter" et aussi attirant "directement de la chaîne officielle de l'État Islamique Telegram." Ils ont découvert 89 images, qu'ils ont codé selon 24 variables," et ont conclu que "les données suggèrent sans ambiguïté que la mobilisation d'enfants par l'État Islamique à des fins militaires s'accélère." <https://www.ctc.usma.edu/posts/depictions-of-children-and-youth-in-the-islamic-states-martyrdom-propaganda-2015-2016>

Israël/Palestine. Un assistant professeur de l'université du Maryland estime qu' "environ un tiers " des documents israéliens déclassifiés dans les années 1980 relatifs aux "ordres donnés à l'armée naissante d'Israël d'expulser les Palestiniens durant la guerre de 1948" ont été reclassifiés, selon une interview rapportée par 972 magazine. <http://972mag.com/classified-politicizing-the-nakba-in-israels-state-archives/117216/>

Corée/États-Unis. Une dispute à propos d'un héritage a conduit à un procès à été réglée. En 2003, les archives de l'Association Nationale de Corée ont été découvertes sous les toits d'un bâtiment en cours de rénovation à Los Angeles, Californie. L'Association avait "fonctionne comme un gouvernement en exil, et a mené des efforts en vue de l'Indépendance contre le joug colonial japonais dans la péninsule coréenne dans les années 1900," a rapporte le *Los Angeles Times*. Des Américains d'origine coréenne soutiennent que les archives devraient rester aux États-Unis, alors que d'autres soutiennent qu'elles devraient être préservées "avec d'autres fonds d'archives contemporaines à l'Indépendance Hall en Corée du Sud." Les parties sont d'accord que l'Université du Sud de la Californie numérisera les 15 000 à 16 000 pages et enverra les originaux en Corée du Sud. <http://www.latimes.com/local/california/la-me-lost-korean-papers-20160224-story.html>; pour une description des archives, voir <http://libguides.usc.edu/c.php?g=235047&p=1559980>

Kosovo/Serbie. A la suite d'un procès *in absentia* (c'est-à-dire, tenu en absence), une cour Serbe a jugé coupable 8 anciens hommes de l'Armée de Libération du Kosovo d'actes de terrorisme, incluant les embuscades et la mort de 6 soldats de l'Armée Yougoslave en septembre 1988. L'avocat représentant la famille de l'un des soldats tués a dit au BIRN, "La cour les a trouvés coupables grâce aux vidéos, donc il y avait des preuves tangibles." <http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-ex-guerillas-jailed-for-kosare-crimes-02-17-2016>; <http://www.hlc-rdc.org/?p=31236&lang=de>

Le président de la commission gouvernementale du Kosovo sur les personnes disparues a dit à la presse, "Ouvrir les archives de la police et de l'armée serbe peut nous mener aux charniers," a rapporté BIRN. Il a aussi dit que la commission "cherchera l'assistance de la communauté internationale pour obtenir les images satellitaires militaires qui peuvent aider à identifier la localisation des charniers." Environ 1, 600 personnes seraient encore portées disparues depuis la guerre de 1998-1999. <http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-asks-access-to-serbia-s-archives-on-search-for-missing-persons-02-03-2016>

Asie du Sud. L'entreprise sociale "Plan India and Bangladesh" DNet a développé et lancé une base de données appelée l'Alerte de l'Enfant disparu (MCA) qui inclura le nom de la victime, la photo et le lieu de naissance. Elle est actuellement utilisée par 10 associations caritatives en Inde, au Bangladesh et au Népal, a rapporté Thomson Reuters Foundation, mais le but n'est pas de partager l'information sur les enfants disparus dans les pays de l'Asie du Sud. <http://news.trust.org/item/20160215000317-gpu3k/>

Nouvelles Nationales.

Afghanistan. Les Nations Unies ont relaté que “les victimes civiles de la guerre en Afghanistan avaient atteint un niveau record pour la septième année consécutive en 2015,” atteignant 3 545 décès de non combattants et 7 457 civils blessés. “Les combats sur le terrain” représentent 37% des morts, suivis par les bombes sur les routes (21%) et les attaques suicides (17%). Selon *Reuters*, les Nations Unies ont enregistré 59 000 victimes civiles en Afghanistan depuis 2009. . <http://news.trust.org/item/20160214101002-yf49k/>

Brésil. En utilisant la loi sur la liberté d'information, *Reporter Brazil* a obtenu des informations émanant du ministère du Travail montrant qu'entre mai 2013 et mai 2015, le ministère “a infligé des amendes à 340 sociétés brésiliennes pratiquant l'esclavage,” a rapporté *Thomson Reuters Foundation*.
<http://news.trust.org/item/20160215174624-kgqrk/>

Chypre. Le commissaire aux affaires humanitaires a déclaré que Chypre “étudiera l'information émanant des archives la Croix-Rouge, dans le cadre des efforts menés afin de déterminer le sort des personnes disparues à Chypre,” a rapporté *in-cyprus*. Presque 1500 personnes sont portées disparues, et “les archives de la Croix-Rouge sont importantes et exhaustives depuis que l'organisation est présente lors de l'invasion turque en 1974, a déclaré le commissaire. <http://in-cyprus.com/cyprus-to-investigate-red-cross-archives-on-missing/>

Égypte. L'Égypte a fermé par la force une importante association des droits de l'homme, le « Nadeem Centre pour la réhabilitation des victimes de la violence», qui “enregistre et documente les plaintes de torture,” a rapporté *AFP*. Ce qui démontre pourquoi une ONG vulnérable a besoin de trouver les archives en dehors des zones à risque qui peuvent être utilisées comme une zone sûre pour les copies des archives. . <http://english.alarabiya.net/en/News/middle-east/2016/02/18/Egypt-orders-closure-of-prominent-human-rights-organization.html>

Allemagne. Le procès de Reinhold Hanning, un garde du camp nazi d'Auschwitz-Birkenau, s'est ouvert. Selon le *New York Times*, “les procureurs ont fondé leur cas sur les dates où Mr. Hanning a servi dans le camp et sur le nombre de personnes mortes durant ce laps de temps, le tout fondé sur les informations glanées de façon méticuleuse à partir des archives tenues par les nazis.
http://www.nytimes.com/2016/02/12/world/europe/reinhold-hanning-trial-auschwitz.html?_r=0

Guinée. Human Rights Watch (HRW) a envoyé une lettre au Premier ministre, exprimant leur inquiétude au sujet du plan de régulateurs de télécommunications de Guinée de “mettre en place un centre de contrôle du trafic, (voix et données)” à partir des 4 grandes compagnies de télécommunication. Le régulateur a déclaré que le centre a pour but de “vérifier les revenus des fournisseurs pour recouvrer les impôts,” mais le système donnerait aussi au gouvernement accès “aux numéros de téléphone des deux parties, l'heure de l'appel, la durée de l'appel, ainsi que la localisation approximative de la personne qui appelle.” HRW demande urgemment au gouvernement que le système ne viole pas l'intimité des usagers.
<https://www.hrw.org/news/2016/02/05/guinea-protect-phone-users-privacy>

Inde. *The Hindu* a rapporté que la police dans l'état d'Uttar Pradesh “a détruit des documents qui auraient pu aider à prouver l'implication du personnel de la police armée dans le massacre de Hashimpura en 1987, même lorsque le procès est toujours en cours.” Le massacre s'est déroulé lorsque 42 hommes d'une minorité ont été arrêtés durant les émeutes, emmenés près d'un canal et tués, selon l'accusation. L'an dernier un cas contre les auteurs a été jugé caduc du fait de “preuves insuffisantes”; c'est maintenant jugé en appel. Les documents ont été détruits le 1er avril 2006. <http://www.thehindu.com/news/national/hashimpura-massacre-up-police-destroyed-papers-on-massacre/article8180328.ece>

L'état du Telegana est en train de mettre en ligne ses archives foncières, mais les officiels ont découvert que presque 2.8 études de lakhs sont toujours manquants,” a rapporté *Deccan Chronicle* (un lakh équivaut à 100 records, donc 280 000 records sont manquants). En plus des records manquants, les records étaient rédigés dans 5 langues différentes “en langue cursive, ce qui est très difficile à lire et à comprendre” et “les textes s'avèrent difficiles à interpréter et traduire par la génération actuelle.” Certains districts ont fait appel à des experts pour les aider dans la saisie des données. <http://www.deccanchronicle.com/nation/current-affairs/230216/check-up-2-8-lakh-land-records-go-missing.html>

Italie. Le gouvernement a publié “des milliers de documents classifiés relatifs aux crimes de guerre fascistes et nazis commis lors de la seconde guerre mondiale,” a rapporté *Forward*. Les archives historiques de la chambre des députés ont mis en ligne un index relatif à environ 1300 pages de ces documents. <http://forward.com/news/breaking-news/333576/italy-cracks-open-fascist-era-cabinet-of-shame-archives/>

Kosovo. Selon BIRN, les vétérans au chômage de la guerre de 1998-1999 qui sont enregistrés par la commission gouvernementale reçoivent des retraites mensuelles de 170 euros. En février 2015, la commission a déclaré qu'elle a vérifié seulement 23 684 des 65 000 qui ont demandé le statut de vétérans. En février 2016, un groupe de vétérans non enregistrés a organisé une réunion, exigeant du gouvernement qu'il prenne une décision au sujet de leur appel ; le ministre du travail et du bien-être social a dit qu'il a vérifié 3400 appels. . http://www.balkaninsight.com/en/article/kla-veterans-protest-over-state-benefits-02-01-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=67e03b89a6-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-67e03b89a6-319755321

Mexique. Les membres du panel de la commission interaméricaine des droits de l'homme qui enquêtent sur le cas des 43 étudiants qui ont disparu après avoir été détenus par la police à Iguala en 2014, ont déclaré lors d'une conférence de presse qu'il “leur avait été donné un accès limité aux informations découvertes par les enquêteurs du gouvernement,” et aucun “accès aux vidéos qui pourraient clarifier ce qui s'est passé cette nuit-là,” a rapporté *Associated Press*. <http://www.bigstory.ap.org/article/72b2759014e945e899b5643ef05aac91/experts-say-obstacles-blocking-probe-missing-students>

Myanmar. L'Institut Transnational a publié un rapport sur les problèmes fonciers au Myanmar. Il a noté que sous la nouvelle loi foncière relative aux fermes, les “fermiers qui ont vécu sur des terres héritées de leurs parents peuvent seulement posséder la terre au moyen d'un enregistrement officiel. Comme l'enregistrement est un processus pas facilement accessible aux ruraux, la politique foncière les expose à des risques. Une autre loi, la loi relative aux terres en jachère, vacantes et vierges, stipule que “la terre n'est pas actuellement enregistrée et est considérée utilisée comme un gaspillage” que le gouvernement souhaite allouer. L'Institut a déclaré qu'inclure le problème foncier dans le processus de paix est essentiel car “d'importantes questions au sujet de l'accès et du contrôle des terres est au cœur de la guerre civile, et à moins qu'ils soient résolus durablement, la probabilité de paix est nulle.” <https://www.tni.org/en/publication/the-meaning-of-land-in-myanmar>

Nouvelle-Zélande. Selon *Radio New Zealand News*, les vétérans sont outrés par l'idée de détruire les records et les dossiers de cas détenus par les Archives nationales de Nouvelle-Zélande” après leur numérisation. Ils sont inquiets que la partie des records relative à leurs services militaires soient perdus lors de leur transfert dans un nouveau format. <http://www.radionz.co.nz/news/national/295921/war-vets-up-in-arms-over-archive-nz-plans>

Nigéria. L'armée nigérienne a établi un bureau des droits de l'homme “pour continuer à former les officiers afin de respecter les droits des citoyens dans la lutte contre le groupe islamique Boko Haram,” a rapporté *Voice of America*. Les archives pour ce nouveau bureau ont besoin d'être établies immédiatement, gérées et protégées rigoureusement. . <http://venturesafrica.com/story/nigerian-army-establishes-offices-to-handle-human-rights-violations/>

Pologne. L'Institut du souvenir national a publié “des pans décennaux de dossiers” qui indiquent que l'ancien président Lech Walesa était un informateur communiste dans les années 1970, selon le *New York Times* et beaucoup d'autres sources. Les dossiers ont été saisis à la maison du dernier ministre de l'Intérieur communiste, qui a écrit une lettre en 1996 aux Archives Centrales Polonaises et des Records modernes, expliquant qu'“il avait gardé les dossiers cachés afin qu'ils ne soient pas utilisés contre Mr. Walesa et le mouvement Solidarité”. Walesa a nié les implications de ces records. http://www.nytimes.com/2016/02/23/world/europe/lech-walesa-poland.html?_r=1

Russie. Tchétchenie. Ramzan Kadyrov, le leader tchétchène, a posté une vidéo sur Instagram montrant le leader de l'opposition politique russe, Mikhail Kasyanov, “dans la ligne de mire de tireurs,” a rapporté *The*

Guardian. Kadyrov a 1,6 millions de suiveurs; Instagram a détruit la vidéo disant qu'elle violait "la règle selon laquelle les utilisateurs se doivent de se respecter mutuellement." Le président adjoint de l'opposition a qualifié cette vidéo d'"incitation au meurtre." <http://www.theguardian.com/world/2016/feb/01/ramzan-kadyrov-video-opposition-mikhail-kasyanov-rifle-sights>

Serbie. "Plus de 3 000 expropriations de bâtiments lors de la seconde guerre mondiale ont été remises à la principale organisation juive serbe après l'adoption par le parlement d'une loi sur la restitution des biens des victimes de l'Holocauste," a rapporté *BIRN*. "Une requête pour le retour des biens sera soumise par la municipalité juive et examinée par l'Agence serbe de restitution avant que les biens soient transférés à la municipalité juive ou la requête est rejetée." La nature de la documentation requise pour établir la propriété n'a pas été précisée.

http://www.balkaninsight.com/en/article/serbian-holocaust-victims-reclaiming-wwii-confiscated-assets-02-19-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter++NEW&utm_campaign=7509d4139e-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-7509d4139e-319755321

Afrique du Sud. Selon *News 24*, lors d'une conférence de presse tenue à l'Université de Wits, le ministre de l'Éducation Supérieure a averti que "d'importantes archives historiques, telles le brouillon de discours du procès de l'ancien président Nelson Mandela, qui sont stockées dans la plupart des universités, courent le risque d'être détruites par de violents groupes marginaux." En réponse, des étudiants ont demandé au ministre "d'enlever les archives, si bien qu'ils pourraient brûler les bibliothèques universitaires.

Syrie. 18 organisations non-gouvernementales en charge des droits de l'homme ont publié une déclaration à l'intention des parties négociantes, le groupe International de support de la Syrie, l'envoyé spécial de l'ONU en Syrie et à son équipe. Parmi les demandes figurent (1) l'accès par "une organisation indépendante, neutre et impartiale" à "toutes les prisons et lieux de détention en Syrie" et la publication d'"une liste officielle complète des noms de prisonniers pour déterminer les personnes toujours détenues par les parties en conflit, en vue de préparer un annuaire des personnes disparues ou présentes sur une quelconque liste de prisonniers," et (2) la création d'une "commission d'enquête nationale indépendante" qui aurait plein accès à toutes les régions de Syrie sous le contrôle des parties négociantes, ainsi que l'accès aux records officiels et la possibilité d'interviewer les témoins et les officiels en charge de la sécurité."

<http://syriaaccountability.org/updates/2016/02/04/a-statement-issued-by-syrian-organizations-working-in-the-field-of-documentation-accountability-and-transitional-justice/>

Le Centre syrien de recherche politique, basé jusqu'ici à Damas, a publié un rapport disant qu'au moins 470 000 syriens étaient morts des suites de la guerre, évaluant le coût à 255 milliards de dollars, "réduisant quasi à néant toute la richesse nationale," a rapporté le *New York Times*. C'est une autre ONG dont les records ont besoin d'un stockage sur dans une autre région.

<http://www.nytimes.com/2016/02/12/world/middleeast/death-toll-from-war-in-syria-now-470000-group-finds.html?smtyp=cur&r=0>

Taiwan. Un bâtiment résidentiel s'est effondré dans la ville de Tainan lors d'un tremblement de terre le 6 Février, causant la mort de 115 personnes. Le lendemain le gouvernement a déclaré qu'il examinerait les autres bâtiments construits par la même société. Sur les deux bâtiments construits par la société et qui ont résisté au tremblement de terre, "le Bureau des Travaux Publics n'avaient aucun records relatifs à l'étude structurelle et de sécurité pour les deux bâtiments," selon *Reuters*. La personne qui a construit le bâtiment qui s'est écroulé a été arrêté, et le bureau du procureur a déclaré que le design et la construction de l'immeuble résidentiel ne concordaient pas avec les calculs faits dans les plans architecturaux et d'acier" et au moins "la moitié des principales poutres charnières manquaient compare avec les livres de calcul structurel du bâtiment." <http://news.asiaone.com/news/asia/taiwan-city-looks-developers-other-buildings-after-quake-collapse>

Les lettres sont arrivées avec un retard de 60 ans, mais elles furent accueillies chaleureusement car elles faisaient partie de 117 lettres découvertes dans la dernière décennie qui avaient été écrites par des victimes des répressions politiques, connues sous le nom de Terreur blanche à Taiwan entre 1947 et 1987, a rapporté le *New York Times*. Bien que les records pour cette période soient disponibles aux Archives, les chercheurs ont déclaré qu'"il n'y a pas eu d'examen transparent et approfondi" de ces records. Ils croient que beaucoup de ces records de la période ont été détruits, et ils croient aussi que d'autres ont été conservés

hors d'atteinte par négligence volontaire.” <http://www.nytimes.com/2016/02/04/world/asia/taiwan-white-terror-executions.html? r=0>

Tunisie. Le directeur des Archives Nationales a annoncé que les archives présidentielles sont maintenant disponibles et utilisables par la Commission Vérité. <http://www.espacemanager.com/les-archives-de-la-presidence-finalement-mises-la-disposition-de-livd.html>

Royaume-Uni. “Les sociétés de plus de 250 employés devront publier la différence salariale selon les sexes” conformément aux nouvelles propositions gouvernementales, a rapporté *Independent*. A partir de 2018, le gouvernement publiera des statistiques sur le sujet pour montrer “quels types de sociétés sont les plus en retard dans le domaine.” <http://www.independent.co.uk/news/business/news/gender-pay-gap-new-measures-uk-companies-a6868466.html>

L'Agence nationale du Crime a annoncé qu'en utilisant des données des forces de police, “les rapports sur les viols liés aux rencontres par l'Internet ont augmenté de plus de 450 % en 6 ans,” a rapporté *VICE News*. https://news.vice.com/article/online-dating-rape-reports-rise-450-percent-in-five-years?utm_source=vicenewsfb

En juin 2014, un lanceur d'alerte de la police a affirmé que les officiers de police détruisaient ou déchiquetaient les records de police relatifs à Jenny Jones, un pair du Parti Ecologique qui est aussi le vice-président du comité officiel qui a étudié et examine minutieusement la police métropolitaine. La police a commencé son enquête et produit un rapport qu'elle a refusé de communiquer à Jenny Jones. Le vice-commissaire de la police Craig Mackey lui a dit que les documents avaient été détruits le jour où le lanceur d'alerte y a fait référence “mais la police ne pouvait établir qu'ils étaient relatifs à elles.” L'unité de la police en charge de l'extrémisme “maintient une base de données enregistrant les activités politiques de milliers d'activistes,” selon *The Guardian*, “et a été accusée d'enfreindre ses mandats et collecter des informations relatifs aux militants qui sont engagés dans des combats pacifiques.” Mackey a expliqué que “suite aux inquiétudes” selon lesquelles l'unité détenait beaucoup trop de données, il lui était vivement recommandé de “de détruire régulièrement les données qui étaient soit trop anciennes, inappropriées ou non pertinentes.” <http://www.theguardian.com/uk-news/2016/feb/01/police-refuse-release-report-destroyed-files-green-party-peer-jenny-jones>

États-Unis. En décembre 2014, le comité de renseignement du Sénat a diffusé un résumé de son rapport sur le programme de torture de l'Agence Centrale de renseignement (CIA). Dans le même temps, le comité a envoyé le rapport complet aux départements de la Justice, de la Défense et à la CIA, ils furent tous conseillés de ne pas ouvrir les copies, suite à une demande liée au « Freedom of Information Act ». Un article dans *Al Jazeera America* demande urgemment à l'Archiviste des États-Unis de déclarer que les copies du comité de renseignement du Sénat détenues par les branches exécutives des agences sont des records fédéraux. En agissant ainsi, cela permettrait d'obtenir les copies du rapport selon le « Freedom of Information Act », qui s'applique aux branches exécutives des agences mais ne s'applique pas aux records du Congrès. <https://nsarchive.wordpress.com/2016/02/18/the-archivist-of-the-us-should-call-the-torture-report-what-it-is-a-federal-record/>

Le *Washington Post* a rapporté que la CIA crée parfois “des memos internes qui contiennent des fausses informations au sujet d'opérations et sources d'outre-mer.” “Les officiels”, selon le Post, ont dit qu’“il n'y a pas de mécanisme clair pour étiqueter et identifier ces documents (référéncés comme non-sens). Au moins deux de ces documents ont été cités dans un rapport du comité du Sénat sur les renseignements et la torture (voir précédent article).

L'Institut de Médecine de l'Académie Nationale des Sciences, de l'Ingénierie et de la Médecine, a publié un rapport actualisé au sujet des effets sur la santé associés au déploiement de la guerre du Golfe en 1991. Le panel a listé les conditions associées aux maladies de la guerre du golfe mais s'est plaint qu'il ne pouvait pas établir un lien clair entre la santé et les effets de la guerre car “les données objectives d'exposition collectées durant et après la guerre, ont été, sont et seront encore indisponibles pour les chercheurs”. http://www.nap.edu/catalog/21840/gulf-war-and-health-volume-10-update-of-health-effects?utm_source=NAP+Newsletter&utm_campaign=6c839f821d-

États-Unis/Californie. L'association des parents inquiets de Californie, une ONG, "a cherché des données à l'échelle de l'état pour prouver son cas selon lequel les écoles ne fournissent pas les services appropriés aux étudiants avec des besoins spécifiques. L'association a demandé à la cour d'ordonner au département de l'éducation de rendre disponibles les records concernant environ 10 millions d'étudiants, et la cour a ordonné leur diffusion, selon le *San Jose Mercury News*. Leur étude sera supervisée par un adjoint spécial de la cour en découverte électronique nommé par la cour," et les avocats doivent de garder les dossiers confidentiels et ou bien les retourner ou les détruire après usage. Les parents inquiets au sujet de la confidentialité des informations concernant leurs enfants ont jusqu'au 1^{er} avril pour demander à la cour que les données relatives à leurs enfants ne soient pas divulguées. http://www.mercurynews.com/crime-courts/ci_29524376/10-million-calif-student-records-about-be-released?utm_source=facebook&utm_medium=cs

"La compagnie Pacific Gas and Electric a déclaré qu'elle avait perdu 12 ans de records relatifs aux réparations des conduites de gaz" couvrant une partie de la zone de la baie de San Francisco, selon *SFGate*. C'est particulièrement inquiétant car c'est la société dont les conduites ont explosé près de San Bernardo en 2010 tuant 8 personnes et une autre explosion en 2014 a détruit une maison à Carmel. <http://www.sfgate.com/bayarea/article/PG-E-can-t-find-original-records-for-South-Bay-6797229.php>

États-Unis/Illinois. Une équipe d'avocats, avec l'approbation d'un juge fédéral, est en train de revoir 466 dossiers de la police de Chicago sur des cas d'homicide clos (connus comme des "dossiers de la rue"). Selon le *Chicago Tribune*, sur les 60 premiers dossiers revus, l'équipe d'avocats, a pu comparer de façon évidente que ce qui fut divulgué par la police et les procureurs lors du procès, dans 90 % des cas, "l'information dans le dossier de rue n'était pas dans le dossier de la défense"—ce n'était donc pas fourni à la défense, contrairement à ce qui est requis par la loi. La ville a nié que les preuves aient été retirées a tort. <http://www.chicagotribune.com/news/ct-chicago-police-street-files-met-20160212-story.html>

États-Unis/Michigan. Flint, Michigan, continue de faire face à la crise de l'eau, avec du plomb dans l'eau de la ville, excédant de loin les limites sanitaires. Selon *Michigan Radio* "pour résoudre la crise de l'eau à Flint, il est vital d'identifier les maisons avec des canalisations contenant du plomb," mais la ville ne sait pas où se trouvent ses canalisations contenant du plomb : "Jusque maintenant, ces records se trouvaient sur des cartes d'index de 3 par 5 pouces, des vieilles cartes, et dans les têtes des employés du département de l'eau de la ville de Flint." L'Université du Michigan a créé une base de données à des fins d'utilisation par la ville, sur la base des informations contenues dans ces records ; cependant 11 196 propriétés résidentielles n'ont pas de connections de service d'eau connues." <http://michiganradio.org/post/flint-now-knows-where-4000-lead-service-lines-are-records-11000-homes-missing#stream/0>

Publications, cours.

L'Institut Danois des droits de l'homme a publié une boîte à outils et des directives très utiles pour évaluer l'impact des droits de l'homme ; elle se décrit comme "des conseils et des outils pratiques pour mener, engager, examiner, et superviser l'impact des droits de l'homme sur les activités et les projets des entreprises privées. ." Les archivistes du monde des affaires devraient trouver cela très intéressant. . <http://www.humanrights.dk/business/tools/human-rights-impact-assessment-guidance-and-toolbox>

La Bibliothèque publique de New York, en coopération avec l'Université de Caroline du Sud, a publié "les archives du livre vert" qui était un guide de voyage publié entre 1936 et 1966 et qui listait les hôtels, restaurants, bars, stations d'essence, etc., où les voyageurs noirs étaient les bienvenus." <http://publicdomain.nypl.org/greenbook-map/>

Un article , "Les droits d'enregistrement universel de la naissance," par Paula Gerber et Melissa Castan de l'Université de Monash (Australie), faculté de droit, est disponible à l'adresse suivante : http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2602058

Swisspeace a annoncé que la dernière version de la collection de ressources sur “ Archives and Dealing with the Past” (Archives et traitement du passé) est disponible sur son site web et est téléchargeable en format PDF : <http://archivesproject.swisspeace.ch/resources/resource-collection/>

Swisspeace offre une formation sur le traitement et le rapport au passé, qui se tiendra à Bâle, Suisse, du 9 au 13 mai 2016. “Cette formation est destinée aux professionnels et universitaires intéressés d’étendre et compléter leurs expériences avec des connaissances conceptuelles critiques et une connaissance pratique sur le traitement et le rapport au passé.” Une première version du programme et des informations sur les procédures de candidature, les frais sont disponibles à l’adresse suivante : <http://www.swisspeace.ch/courses/individual-courses/dealing-with-the-past.html>

L’Institut de Montréal d’ Études du génocide et des droits de l’homme accepte maintenant des candidatures pour son programme professionnel de formation sur la prévention des atrocités de masse, il doit se tenir à Montréal, Canada, du 1er au 3 Juin 2016. Le programme “est conçu pour les professionnels de niveau intermédiaire intéressés par les droits de l’homme, la sécurité internationale, et la prévention et l’interdiction des crimes et atrocités de masse.” Pour plus de détails, voir <http://migsinstitute.wix.com/migs2016>

Les Archives fédérales allemandes offrent un séminaire de 10 jours, “ La diplomatie moderne de l’Holocauste,” du 21 au 23 août 2016. Le but est de donner “une introduction approfondie de la gestion des archives allemandes relatives à l’Holocauste,” pour les employés d’archives, (spécialement originaires d’Europe de l’Est) et les chercheurs spécialistes de l’Holocauste qui travaillent avec les archives allemandes et aimeraient élargir leur champ de connaissance sur les sources d’archives. Les personnes intéressées devraient postuler avant le 15 avril à l’adresse suivante at <http://www.ehri-project.eu/ehri-archival-seminar-modern-diplomatics-holocaust>

Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à : trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Pour souscrire au bulletin en version anglaise, veuillez remplir le formulaire à l’adresse : http://www.unesco.org/archives/hrnews/hr3_042010.php

Les numéros précédents du Bulletin en ligne se trouvent sur <http://www.ica.org/12315/hrwgnewsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et <http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>

(Traduction française : Rémi Dubuisson)